Editorial

Les hasards du calendrier ont fait coïncider le cinquantième anniversaire de la signature des Traités de Rome avec la présidence allemande de l'Union européenne. Deux événements qui dominent l'actualité du premier semestre 2007 en Allemagne, alors que la France, occupée, voire paralysée par la campagne électorale, n'est pas en mesure actuellement de relancer le processus constitutionnel qu'elle a, avec les Néerlandais, freiné par référendum en 2005. L'Allemagne, consciente de cette paralysie française, conduit malgré tout sa présidence européenne avec enthousiasme et pragmatisme.

Cinquante ans – que de chemin parcouru depuis ce jour de mars 1957, où six États ont choisi la voie de la coopération économique, à défaut de trouver celles de la coopération politique, militaire ou culturelle. Cinquante années de décisions historiques et de revers, d'espérances mitigées et d'espoirs déçus, de débats plus ou moins fructueux. Ouvrir le dossier de l'Europe unie, c'est jeter bien sûr un regard sur le passé. Pour permettre de relire aujourd'hui ce qu'un Carlo Schmid écrivait dès 1949 dans les colonnes de cette revue, *Documents* a ouvert ses archives. Pour ce social-démocrate allemand né à Perpignan, le rapprochement franco-allemand ne pouvait être que le fruit d'une organisation européenne. Et en relisant ce que le chancelier Konrad Adenauer déclarait avec pragmatisme à Rome le 26 mars 1957, les « déclinologues » de ce XXIe siècle naissant auront matière à méditer : pour le vieux chancelier en effet l'optimisme l'a emporté sur le pessimisme en 1957.

Cinquante ans après l'initiative de six pays fondateurs, l'Europe des vingt-sept cherche un nouvel élan. Le dernier conseil européen à Bruxelles les 8 et 9 mars aura montré, s'il en était besoin, combien le vocabulaire a évolué en un demi-siècle. Énergie, environnement, réchauffement de la planète sont aujourd'hui les vocables de l'Europe. Constitution également. Mais loin de se complaire dans la béatitude des résultats acquis, d'aucuns s'inquiètent d'une évolution, qui selon eux mettraient en péril la démocratie parlementaire, comme l'affirme l'ancien président de la République fédérale Roman Herzog. Coïncidence : un homonyme français, Philippe Herzog, a publié l'an dernier un essai sur le même sujet et avec des arguments similaires. Une forme originale de débat franco-allemand, à laquelle *Documents* ne pouvait rester insensible.

L'Europe, ce ne sont pas seulement les gouvernements qui signent et ratifient des traités, c'est aussi l'Europe sociale et le rôle de sa société civile. Le colloque organisé au mois de février par B.I.L.D. et GÜZ à Paris sur l'intégration et l'égalité des chances aura montré qu'il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine pour que l'ethnocentrisme ne domine pas les mentalités. Il aura aussi démontré que beaucoup d'efforts sont menés pour que l'intégration ne reste pas lettre morte et il faut que chacun ait le réflexe du « tous ensemble » et non plus celui du « chacun pour soi ». *Documents* avait ouvert le dossier de l'intégration par la formation dans son dernier numéro de 2006, le compte rendu du colloque permet dans ce numéro de compléter ce dossier par des analyses sur le rôle essentiel des loisirs dans ces efforts pour l'intégration. Le dossier n'est pas clos pour autant.

Comme pour l'Europe, l'environnement, l'énergie ou la sécurité, le thème de l'intégration fait partie de ces questions épineuses, sur lesquelles chacun peut apporter sa solution, mais qui ne trouvera de panacée que si l'effort vient de tous, des gouvernements comme des associations, du privé comme du public, des jeunes comme de leurs aînés. Tous ensemble donc. Un slogan ambitieux, formulé certes différemment, mais qui aura permis la signature en 1957 à Rome des traités, ceux qui ont mis la construction de l'Europe unie sur ses rails.

Gérard Foussier